

Antoine BRUNET
(Stratégiste secteur bancaire)
Jean-Paul GUICHARD*
Université de Nice – Sophia Antipolis
Jean-Pierre MOCKERS
Université de Nice – Sophia Antipolis

L'UNION EUROPEENNE ET SON ENVIRONNEMENT PEUT-ELLE RESISTER AU "DUMPING DE CHANGE" DE CERTAINS PAYS ?

Mots clef: Partenariat euro-méditerranéen, intégration sud-sud, effet taille de marché, effet frontière, investissement direct étranger (IDE)

RESUME

Très attentifs au débat sur l'intégration économique et l'attractivité des investissements directs à l'étranger (IDE), les pays tiers méditerranéens se sont engagés dans un processus de libéralisation des échanges au niveau multilatéral, régional et bilatéral. Ils ont signé, à ce titre, les accords de l'organisation mondiale du commerce (OMC) et des accords de libre échange avec l'Union européenne. Ces derniers accords devaient se traduire, notamment, par un accroissement des IDE intra-zone et des IDE extra-zone, à l'image de l'accord de libre échange nord-américain et ses effets sur l'accroissement des IDE au Mexique. Toutefois, on constate, globalement, que les IDE ont stagné dans ces pays par rapport aux autres pays émergents. L'annonce de création d'une zone de libre échange (ZLE) n'a pas produit les effets escomptés. Le faible niveau d'IDE atteint dans ces pays, a été largement expliqué dans la littérature. Krugman et Venables (1995) notamment, ont montré que les accords de libre échange entre pays de niveaux de développement différents ne joueraient pas forcément comme vecteur d'attractivité des IDE. Il peut en découler un processus de polarisation des activités dans le centre.

Dès lors, et à la lumière des travaux théoriques récents, nous tenterons d'analyser les déterminants attractifs des IDE dans le cadre d'une intégration sud-sud. Serait-elle en mesure d'accroître la crédibilité de ces pays et d'attirer les IDE grâce à l'effet « taille de marché » et à la proximité ? L'effet taille de marché l'emportera-t-il sur l'effet frontière, présent dans la région ?

Pour répondre à ces questions, nous proposons un modèle économétrique en données de panel analysant les déterminants des IDE pour les pays tiers méditerranéens et pour

* Correspondance : Jean-Paul GUICHARD, Université de Nice – Sophia Antipolis, UFR Droit, Sciences Politiques, Economiques et de Gestion, CEMAFI EA 1203, Avenue Doyen Louis Trotabas, 06050 Nice Cedex 1. Tel : 00 +33 (0)4 92 15 71 42, Mail : guichard@unice.fr

une zone de référence. Le but de ce travail est de mesurer l'impact d'une intégration de type sud-sud sur les flux d'IDE pour les pays tiers méditerranéens. Nous réalisons des estimations en trois temps :

- Nous estimons, en premier lieu, une équation des déterminants des flux d'IDE pour l'ensemble des pays de la région et pour une zone de référence proche, en termes d'attractivité des IDE, des pays tiers méditerranéens. Notre objectif est de retenir la zone de référence dont les élasticités sont similaires à celles de la région étudiée.
- Nous retenons les principaux déterminants suivants : La taille du pays d'accueil, la taille de la région intégrée, l'effet d'agglomération mesuré par une variable d'infrastructure, le climat des investissements et l'ouverture commerciale mesurée par le niveau des barrières tarifaires.
- Nous estimons, ensuite, pour la zone de référence retenue, les effets d'une intégration sud-sud sur les flux d'IDE via la taille du marché. Cela nous permet ainsi de mesurer l'importance de l'effet taille de marché par rapport aux effets frontières.
- Nous simulons, enfin, à l'aide des élasticités obtenues, une équation, similaire à la dernière testée, comprenant les pays tiers méditerranéens et une variable d'intégration sud-sud. Cette dernière équation nous donne la mesure de l'effet d'une intégration sud-sud, sur les flux d'IDE dans ces pays.

1. QUELQUES IDEES DE DEPART (JEAN-PAUL GUICHARD)

1.1. L'UE et le discours de la « mondialisation heureuse »

Les responsables de tous les bords et de tous les horizons nous le disent et le répètent : la « mondialisation » est une bonne chose, pour tous ! Mais il faut savoir « s'adapter » : si la compétitivité de tel ou tel pays est insuffisante, il faut que les salariés acceptent des baisses salariales... et cela est dit par ceux-là même dont les rémunérations n'ont jamais été aussi élevées.

1.2. Les tendances sont préoccupantes et le discours sur l'Europe s'est modifié.

Il y a eu une période d'euphorie et d'ouverture après l'effondrement de l'Union Soviétique : ouverture au commerce mondial – l'Europe a démantelé les protections qui étaient les siennes vis-à-vis de l'extérieur – « ouverture – élargissement » vers l'Est, et mise en place de l'euro. Pourtant, l'UE reste « encalminée », avec une croissance faible, un chômage élevé, des délocalisations d'activités vers les pays du Tiers-Monde ; zone traditionnellement d'immigration, l'UE est de plus en plus une terre d'émigration... La plupart des membres ont un déficit commercial élevé, exception faite pour l'Allemagne mais pour peu de temps encore.

Le double « non » français et néerlandais, les mouvements d'opinion hostiles à l'entrée de la Turquie dans l'Union marquent un retournement : désormais, on se méfie d'éventuels élargissements !

Pourtant les « dangers », pour l'UE et son « noyau dur », ne proviennent pas de ses membres ou de ses environnement proches (Méditerranée, Pays de l'Est) mais de Chine et d'Asie du Sud et du Sud-Est. Les déficits commerciaux avec les nouveaux membres ou avec ceux qui vont entrer dans l'Union ne sont pas très élevés ; de même, les marchés du travail ne seront pas transformés considérablement par la main d'œuvre « bon marché » de ces pays : c'est une question d'ordres de grandeur. Les relations avec la Chine posent un tout autre problème.

Tôt ou tard, l'Union devra penser, ou penser à nouveau, à la question de la protection de son tissu économique et social, sous peine de se désintégrer. L'épisode « Arcelor-Mital » devrait donner à réfléchir !

1.3. Le couple USA/Chine

La mondialisation est aujourd'hui dominée par les relations étroites entre les deux premières puissances du monde : les USA et la Chine. Pendant longtemps, la croissance mondiale profita aux USA par suite du rôle particulier du dollar ; de nos jours, les choses ont un peu changé : il y a désormais une association entre les USA et la Chine. Les deux géants s'entendent : l'un tolère la sous-évaluation flagrante et énorme du yuan car l'autre finance son déficit... Sur le plan des activités économiques, cela se traduit par une répartition des rôles : la technologie aux USA, l'industrie à la Chine (qui est désormais la première puissance industrielle mondiale).

Cette entente, aggravée par la politique monétaire du Japon, constitue un danger pour l'UE.

L'UE n'est pas partie prenante du jeu « gagnant-gagnant » entre la Chine et les Etats-Unis. Ce qui se profile à l'horizon des économies de l'Union : les délocalisations, les déficits commerciaux, le chômage, les déficits sociaux... Les Etats-Unis qui ont délibérément organisé la baisse du dollar (contre l'euro, pas contre le yuan!) l'ont fait avec la bénédiction de la BCE qui craignait alors qu'une récession américaine n'ait des effets dévastateurs sur l'Europe. Politique à courte vue...

Comment ne pas être frappé par la présence du Président Bush au sommet de Hanoi et par la déclaration qu'il y fit concernant la vaste zone de solidarité économique « Pacifique », en fait un condominium américano-chinois ?

Que peut faire l'UE ?

Tout d'abord rompre avec la politique suicidaire menée en matière de « concurrence » qui revient à « brader » nos industries, ce que se gardent bien de faire les américains qui, eux, sont protectionnistes quand il faut l'être ! (cf. le dossier « acier »).

Deuxièmement, pour se défendre, il faut une Europe forte et cohérente ; il faut donc cesser de poursuivre la chimère de l'élargissement accéléré (c'est la politique recommandée par les américains et les anglais, notamment pour la Turquie !). Cela suppose un resserrement sur un « noyau dur » autour de « l'Europe historique du traité de Rome » et une réforme des statuts de la BCE : une réforme visant à rendre possible la monétarisation des déficits budgétaires dans les pays de l'Union comme c'est le cas

aux Etats-Unis ; en même temps il faudrait que la BCE puisse adopter des comportements plus actifs en matière de taux de change : dans un monde mercantiliste agressif, il faut être capable, le cas échéant, de faire baisser sa monnaie. Cela devrait être accompagné de l'instauration (restauration) de certaines barrières douanières à l'entrée de certains produits, même si cela entre en contradiction avec les engagements - en forme de marchés de dupes - puis à l'OMC, dont la réforme des statuts doit être exigée.

Enfin, il faut mettre en place, au niveau Européen, un dispositif visant à stimuler les investissements des entreprises de telle sorte que la demande intérieure puisse fortement augmenter et que, rapidement, le plein-emploi puisse être instauré.

Un tel programme, bien loin d'être hostile au nouveaux membres de l'UE, ou au futurs membres, ou aux pays de l'environnement proche de l'Europe, serait, s'il était appliqué, la meilleure chose que l'UE puisse faire pour eux !

2. L'HYPOTHESE DE L'EXTREME SENSIBILITE DE LA BALANCE COMMERCIALE CHINOISE AUX VARIATIONS EVENTUELLES DU TAUX DE CHANGE (JEAN-PIERRE MOCKERS)

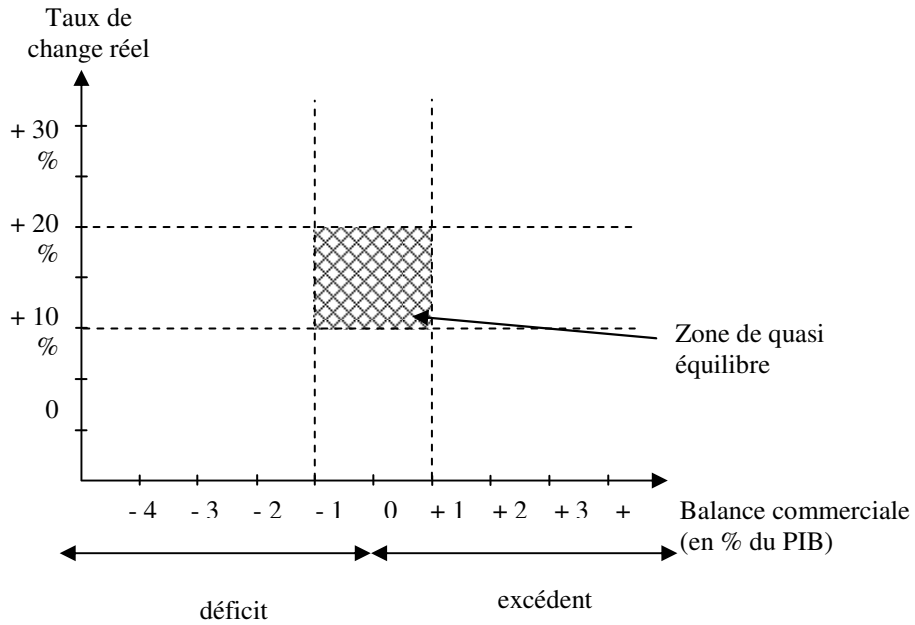
Notre analyse porte sur deux points précis, dont seul le premier sera développé en détail ; il s'agit :

1. De l'hypothèse de l'extrême sensibilité de la balance commerciale (trade balance, TB) chinoise aux variations éventuelles de son taux de change réel ;
2. Du caractère « gagnant-gagnant » de la situation économique et financière qui caractérise les relations Chine-USA, on suggère qu'il s'agit plutôt d'une situation où les deux économies (ainsi que celles du reste du monde...) ont tout à perdre.

2.1. Cas particulier de la Chine quant à l'influence du taux de change sur la balance commerciale.

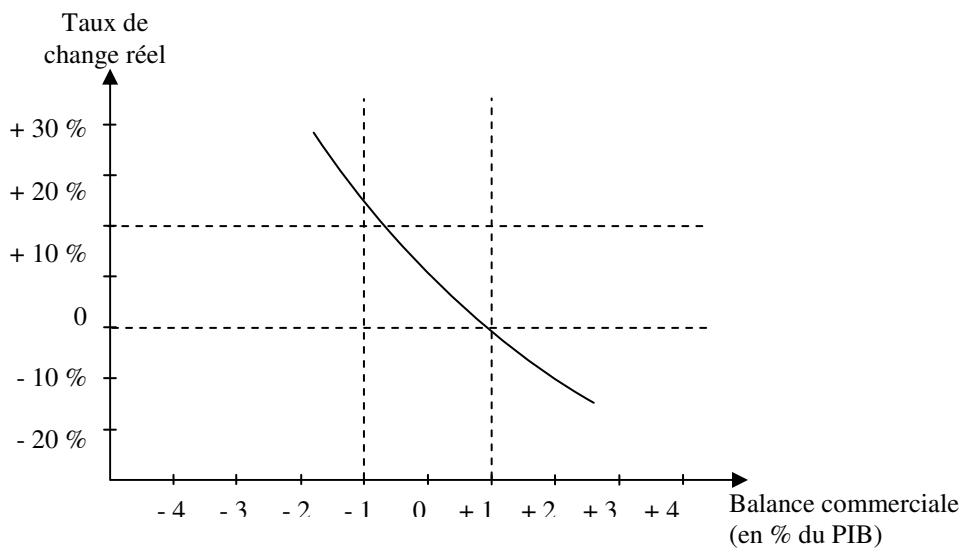
Toutes choses égales d'ailleurs, l'équilibre de la balance commerciale dépend du taux de change réel ; le graphique ci-dessous montre l'existence d'une zone de quasi équilibre de la balance (entre + 1 % et - 1 % du PIB) pour une zone de quasi équilibre du taux de change réel (entre + 10 % et - 10 % du « taux de change réel d'équilibre »).

Graphique 1



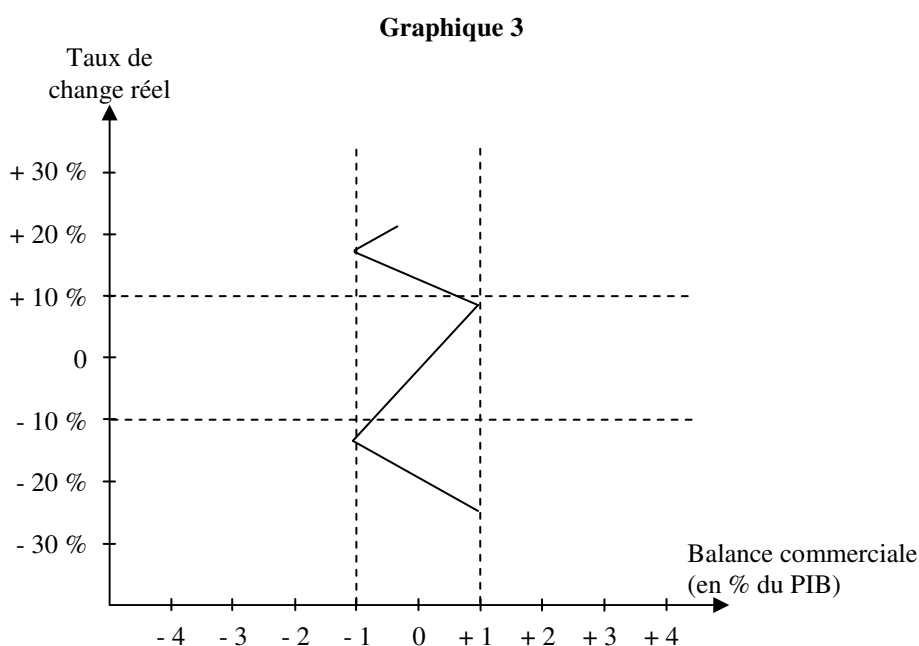
Mais il existe une grande diversité de situation entre les diverses économies nationales, et l'idée générale d'une relation décroissante entre taux de change réel et équilibre de la balance doit être fortement relativisée, en distinguant un certain nombre de cas, dont celui de la Chine, qui nous intéresse ici, apparaît comme exceptionnel, et pourrait expliquer la raison pour laquelle les dirigeants chinois tiennent tant à maintenir le yuan « sous-évalué ».

Graphique 2



Quatre cas peuvent en effet être distingués dans les faits suivant les quatre types de structures économiques qu'on peut repérer à l'intérieur des pays ayant une base industrielle (les pays en voie de développement ne sont pas analysés ici) :

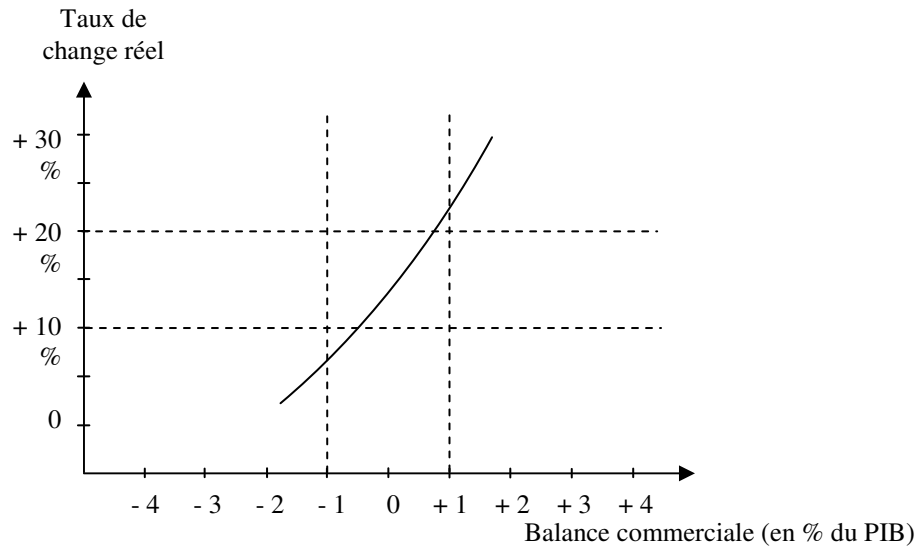
- a) On aurait tout d'abord le cas de la plupart des pays industriels mûrs, où l'élasticité de la balance par rapport au taux de change réel serait assez faible (et instable) dans la limite, mettons, de + 20 % à - 20 %, comme le figure la ligne brisée ci-dessous : avantages et inconvénients des variations du change se compenseraient ;



- b) On aurait ensuite le cas particulier de l'Allemagne où l'élasticité de la balance serait en sens inverse du cas général : ce(s) pays bénéficiera(en)t d'une hausse de leur taux de change réel, qui diminue le coût de leurs importations, alors que leurs exportations de produits industriels sophistiqués sont relativement inélastiques à la hausse de leur prix ;

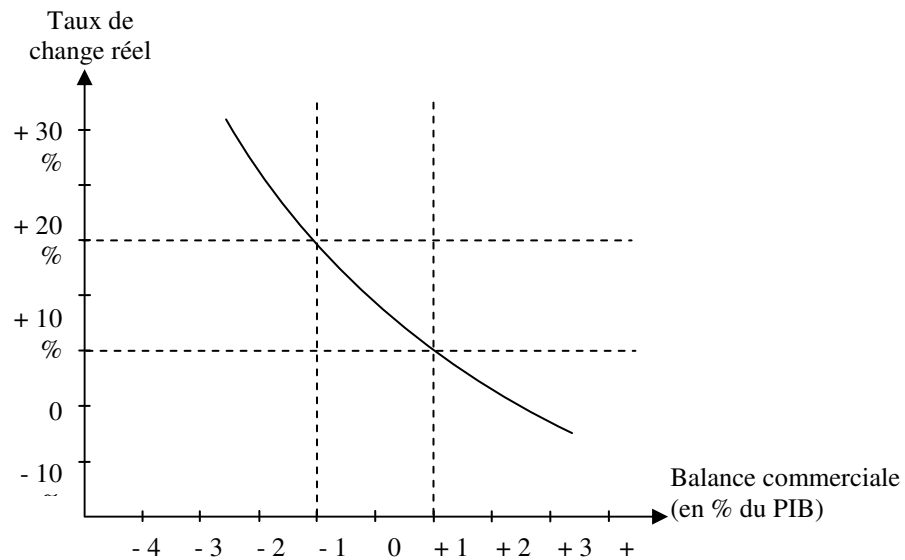
c)

Graphique 4



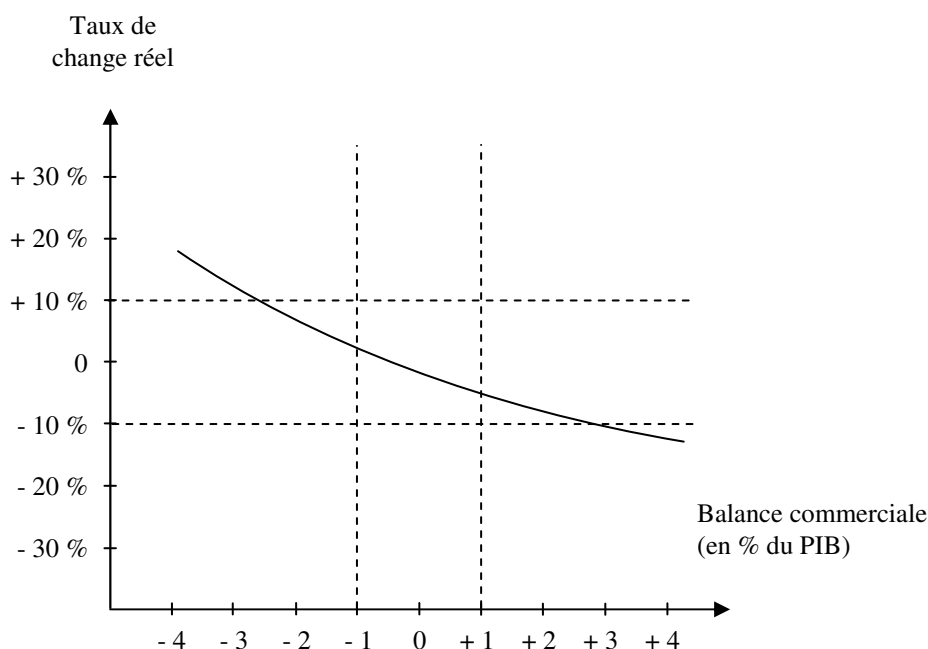
d) Il y a ensuite des « économies intermédiaires » qui présentent une élasticité « normale », c'est à dire que leurs exportations souffriraient sensiblement d'une appréciation de leur taux de change réel (l'Espagne, le Brésil, etc. sont dans ce cas).

Graphique 5



- e) Le cas de la Chine est celui d'un pays qui présente lui aussi une élasticité « normale » (contrairement à l'Allemagne) mais avec une très grande sensibilité, on doit donc tracer une courbe de réponse de la balance au taux de change très inclinée : autrement dit, il est probable qu'une hausse assez modérée du taux de change réel chinois entraînerait une forte baisse de l'excédent chinois, voire sa disparition (cf. peut être le cas de la Corée, ex « dragon »...). D'où sans doute, donc, l'attitude des autorités chinoises vis-à-vis d'une réévaluation plus forte du yuan (la réévaluation faible du yuan qui est en cours doit cependant être analysée conjointement avec la hausse des salaires locaux...).

Graphique 6



2.2. Discussion du caractère « gagnant-gagnant » du couple USA/Chine : à mon avis c'est plutôt perdant/perdant (brèves indications) :

- les USA voient leur dette extérieure augmenter sans cesse, avec donc un risque d'implosion du dollar ;
- la Chine se ferme la possibilité d'une croissance plus rapide (en utilisant une partie de ses avoirs extérieurs pour accroître ses importations de biens d'équipement et de biens de consommation) et plus tournée vers le marché intérieur (donc moins sujette aux aléas internationaux).

3. L'EUROPE FACE A LA CONNIVENCE USA / CHINE SUR LE COURS DU YUAN (ANTOINE BRUNET, JEAN-PAUL GUICHARD)

«En ce temps là, le capital était en pleine orgie » ; cette phrase de Karl Marx, à propos de l'exploitation éhontée de la force de travail dans les mines de Potosi, résume à merveille les tendances actuelles de l'économie mondiale, entraînée par ce couple étonnant formé par les USA et la Chine, qui « pèsent » respectivement 22% et 16% du PIB mondial (en parités de pouvoir d'achat).

Ces tendances, quelles sont-elles ?

- 1) Une relocalisation de la production industrielle vers les pays à bas salaires que sont la Chine, l'Inde et beaucoup d'autres pays asiatiques.
- 2) Un commerce extérieur de plus en plus excédentaire pour les pays émergents (relocalisation ; rentes matières premières) et de plus en plus déficitaire pour les pays occidentaux (les exceptions étant le Japon, l'Allemagne, la Suisse et la Suède).
- 3) Une croissance des pays occidentaux bien plus faible que celle de la Chine et des autres pays émergents.
- 4) Une modification majeure dans la répartition des revenus à l'échelle mondiale se traduisant par une baisse de la part des salaires et par une hausse de la part des profits (modification que vient de reconnaître pour la première fois le FMI), le phénomène étant encore plus marqué dans les pays développés que dans les pays émergents.

Plutôt que d'envisager les relations multiples entre grands pays du monde, nous nous concentrerons dans ce papier sur la seule relation Chine/Etats-Unis. Cela convient mieux à un exposé limité. Et de toute façon, chacun s'accorde à ce que désormais les Etats-Unis et la Chine sont devenus les deux premières puissances économiques et que la relation qui s'établira entre eux sera centrale et décisive pour le reste du monde et pour l'Europe en particulier.

On décrira et on analysera les stratégies que suivent depuis 1995 la Chine et les Etats-Unis. On tentera de répondre à l'énigme centrale : pourquoi les Etats-Unis continuent à tolérer la politique chinoise de manipulation du cours du yuan visant à le maintenir fortement sous-évalué ? On envisagera l'interaction dynamique entre les deux stratégies et les problèmes qu'elle pose. On conclura avec des recommandations stratégiques pour l'Europe.

3.1. La vision stratégique de la Chine

Ce pays immense est, pour les deux tiers environ, encore constitué de régions rurales misérables ; un tiers environ de sa population, de l'ordre de 500millions d'habitants, se trouvent dans des régions fortement urbanisées et industrialisées.

Le pays dans son ensemble est donc caractérisé par le dualisme. Toutefois, même au sein des régions « riches », les inégalités sont énormes. Du point de vue social, le pays peut être décrit sommairement comme suit :

- des masses rurales misérables constituant une énorme « armée de réserve industrielle ». L'introduction du progrès technologique dans l'agro-alimentaire y est délibérément retardée ; de même est maintenue une législation de non-propriété du sol par les paysans et de parcelles petites qui contribue à ce que la population rurale soit maintenue en survie et ne vienne pas prématurément envahir les zones urbaines
- un prolétariat urbain « illégal » constitué de travailleurs migrants en situation illégale et privés de ce fait de toute couverture sociale, de droits à la retraite, de droits à l'école gratuite pour les enfants..., cela représente de l'ordre de 50% du total de la main d'œuvre des régions industrielles.
- Un prolétariat « légal » dont la situation est un peu moins mauvaise.
- Une classe moyenne en cours de développement : cadres salariés, quelques ouvriers et cadres syndicaux, les cadres subalternes du parti communiste.
- Enfin une oligarchie au sein de laquelle on trouve les dirigeants du Parti et ceux du monde des affaires et de la finance.

C'est cette oligarchie qui détient actuellement la réalité du pouvoir politique et économique dans le pays ; elle s'appuie sur la classe moyenne et celle-ci sait que, globalement, elle bénéficie de la stratégie mise en œuvre par cette oligarchie.

La situation actuelle:

Une croissance sans précédent historique, aussi forte (de l'ordre de 10% l'an), aussi prolongée, aussi robuste (croissance quasiment non-cyclique).

Des salaires extrêmement faibles : de combien plus faibles ? et par quels ouvriers, légaux ou illégaux ? Les coûts salariaux horaires, exprimés en dollars seraient de 40 à 80 fois plus faibles aux US qu'en Chine ; retenons l'ordre de grandeur de 60.

Avec de tels niveaux de salaire, ainsi qu'avec l'impossibilité de mouvements sociaux d'envergure (la Chine reste une dictature, il ne faut pas l'oublier !), les taux de profit peuvent être véritablement fabuleux... « orgiaques » pour reprendre l'image de Marx dont le mode d'analyse est par ailleurs particulièrement adapté pour comprendre la Chine aujourd'hui.

A ce propos, une remarque s'impose : la profitabilité disponible sur le site Chine (et de quelques autres pays), a certainement beaucoup contribué à ce que de nombreuses firmes multinationales renouvellent depuis les années 1995 un return on equity égal ou supérieur à 15% par an (ce qui antérieurement était exceptionnel) ; toutefois, cette performance intervient après avoir cédé beaucoup aux intermédiaires chinois (la norme des joint ventures à 50%) ; les taux de profit réalisés à l'intérieur de la Chine par des sociétés purement chinoises sont probablement bien supérieurs à 10 ou 15% : peut être 30, 40 ou même 50% ! L'envolée de plus de 100% de la bourse de Shanghai en 2006 n'est peut être pas un phénomène purement spéculatif...

Cette croissance de la Chine est, fondamentalement, construite sur les salaires extrêmement faibles dont il vient d'être question, sur un taux d'épargne qui est proche de 50% du PIB, sur un taux d'intérêt faible très favorable aux investissements, enfin et

surtout sur une monnaie maintenue très fortement sous-évaluée permettant de renouveler des excédents commerciaux colossaux et croissants.

Le succès économique de la Chine est à la fois **interne**, avec un taux d'investissement énorme, et **externe**, la forte croissance des exportations et un excédent commercial énorme et croissant.

Ces deux éléments développent une très forte synergie : **la compétitivité change exceptionnelle enlève toute contrainte extérieure à la Chine, ce qui lui permet de laisser ensuite l'investissement se développer sans aucune entrave. C'est cette combinaison qui assure à la Chine une croissance forte et non cyclique.**

On ne répétera jamais assez que cette performance singulière de la Chine est basée sur **une politique de change très particulière, qui est à la fois mercantiliste dans son inspiration et anti-coopérative par ses conséquences sur les partenaires.** C'est en effet par des interventions répétées (1200 Mds\$ net en 12 ans) que la Chine a pu accentuer puis maintenir l'avantage salarial qui lui était inhérent (armée de réserve), ce qui lui a permis de stabiliser un rapport de 1 à 60 entre son coût salarial horaire et celui des Etats-Unis.

Cette politique mercantiliste de change est centrale pour la stratégie de la Chine :

1) elle maximise la croissance et l'emploi 2) elle limite l'ouverture des vannes de l'exode rural (la Chine n'est pas autosuffisante sur le plan alimentaire mais son déficit n'excède pas 10% ; si le Yuan devait être fortement réévalué, alors il y aurait des importations massives de biens alimentaires et l'exode rural deviendrait massif, déterminant dans les régions urbaines, des configurations sociales explosives et très dangereuses pour le régime). 3) Au total, le consensus social autour du régime s'en trouve très renforcé. 4) la Chine accumule des réserves en devises colossales qui renforcent sa position politique internationale (dépendance financière croissante des Etats-Unis à l'égard de la Chine ; suzeraineté croissante de la Chine à l'égard de pays émergents débiteurs)

Qu'il soit clair, la Chine aurait la capacité de sortir de son dispositif très particulier de taux de change pour se rapprocher de celui en vigueur dans les pays développés : il lui suffirait de renoncer aux interventions colossales qu'elle effectue quotidiennement et le yuan s'apprécierait très spontanément. Mais on aura compris que la classe dirigeante chinoise estime qu'à court et moyen terme, cela n'est pas son avantage.

La réévaluation de la monnaie chinoise peut-elle alors se faire sous la pression de la population chinoise elle-même ? On peut certes tenir que la classe moyenne chinoise trouverait un intérêt à une forte réévaluation du yuan : elle disposerait d'un meilleur prix pour les biens de consommation que la Chine importe encore et le prix des matières premières (largement importées) en serait affaibli ; il en résulterait pour elle un gain de pouvoir d'achat : elle a intérêt à ce que la Yuan soit réévalué. Mais l'avantage de pouvoir d'achat individuel pour ceux qui ont un emploi serait en bonne part compensé par une incertitude nouvelle concernant la prospérité future (croissance, emploi, épargne, accumulation de patrimoine). Il est donc très improbable que se manifestent des tensions internes à la Chine aboutissant à une réévaluation du yuan.

En réalité, seules des pressions extérieures fortes pourraient amener la Chine à renoncer au dispositif de change qu'elle maintient depuis 1995.

Maintenir le dispositif du yuan pour l'essentiel restera longtemps encore un objectif central pour le régime chinois. Il a fallu beaucoup de pressions extérieures pour aboutir à une réévaluation progressive de seulement 7% du yuan contre dollar. Il en faudrait considérablement plus pour aboutir à la parité de 2 yuan pour 1 dollar qui, selon le FMI, serait la parité équilibrante (PPA). L'oligarchie politico affairiste au pouvoir, les industriels et financiers qui sont liés aux secteurs exportateurs ont tout intérêt à ce que le yuan change reste le plus faible possible.

Les dirigeants du « Parti » ont de plus d'autres préoccupations qui touchent au maintien de l'ordre social ; on l'a vu, une ouverture des produits alimentaires au commerce international¹, permise par une modification du change serait un drame pour une partie des campagnes ; l'exode rural fortement accru, engendrerait un chômage très élevé dans les régions urbaines porteur de tous les dangers pour l'ordre établi ...

Tant que la Chine restera autorisée à maintenir son dispositif de change, son taux de croissance restera proche de 10% l'an, ses parts du marché mondial s'accroîtront davantage au détriment des pays développés; sa puissance financière se renforcera formidablement, ce qui renforcera son emprise sur le secteur financier central qu'est le marché obligataire mondial et ce qui lui permettra d'exiger avec succès l'accès aux marchés boursiers et immobiliers occidentaux qui ne lui a pas encore été concédé.

En même temps, le développement industriel à l'intérieur même de la Chine atteindra un point tel que les chinois acquerront la maîtrise technologique de l'ensemble des processus productifs, dans tous les secteurs ; pas seulement l'industrie du jouet ou le textile, mais aussi l'automobile, l'informatique, l'aéronautique, les communications, l'environnement, la santé et les autres secteurs d'avenir...

Un tel développement provoquera un essor considérable de la classe moyenne chinoise qui comptera de très nombreux ingénieurs et techniciens même si les salaires y seront encore 3 ou 4 fois inférieurs à ceux de leurs collègues occidentaux. Le « modèle chinois » continuera à reposer sur des salaires très bas mais ceux-ci concerneront désormais une main d'œuvre davantage qualifiée. Le consensus social autour de la dictature communiste chinoise s'en trouvera renforcé et non pas amoindri comme trop souvent encore on l'espère naïvement.

Les capitaux chinois, ou sino-indiens, deviendraient ainsi les leaders mondiaux dans tous les secteurs d'activité, plongeant les économies occidentales dans le marasme... Belle revanche après les humiliations du 19^{ème} siècle, la guerre de l'opium, les traités inégaux, etc.... !

¹ On peut remarquer ici l'efficacité du discours « tiers mondiste » de la Chine qui se pose en défenseur des pays pauvres par l'ouverture des pays développés à leurs produits agricoles alors qu'elle-même a une protection de sa propre agriculture, via le taux de change, bien plus forte que ne l'est la Politique agricole communautaire pour l'Europe.

3.2. La vision stratégique des USA

La dynamique actuelle des Etats-Unis est assez bien décrite dans le livre d'Emmanuel TODD, « la fin de l'Empire » : déficit énorme et croissant des échanges extérieurs, déficit de l'Etat, diminution très rapide et très forte du volume des emplois industriels et croissance corrélative de l'emploi dans l'immobilier et dans le secteur tertiaire (notamment la finance), tendance aussi du volume de l'emploi à plafonner et du chômage à progresser (selon Todd en tout cas).

Un changement important s'opère dans le domaine de la répartition des revenus : baisse relative des revenus salariaux, hausse relative des revenus de la propriété (mobilière, immobilière ou foncière).

Par ailleurs, la valeur des patrimoines (valeurs mobilières : 50%, valeurs immobilières : 50%) s'envole depuis les années 1995 précisément. Cela a pour effet de doper la consommation et de rendre négatif le taux de l'épargne. On est en réalité, aux Etats-Unis comme au Royaume-Uni entré dans l'ère du capitalisme patrimonial (voir Peyrelevade, « le capitalisme total »). Les patrimoines se valorisent à un rythme très supérieur à l'inflation : de la sorte, les ménages riches peuvent se permettre de dépenser une partie de la plus-value produite par leur portefeuille sans que pour autant celui-ci cesse de s'accroître en valeur réelle...

La relation avec la Chine a dopé deux fois cette évolution des patrimoines : 1) en s'articulant aux économies à très bas salaires, au premier rang desquelles la Chine, les multinationales américaines se sont assurées que leur taux de profit *global* reste très élevé. 2) l'essentiel de l'accumulation de devises par l'Etat chinois est placé sur le marché obligataire international, ce qui a tiré durablement les rendements réels des Treasuries vers le bas, accroissant mécaniquement la valeur des actions et de l'immobilier, aux Etats-Unis et dans le monde et provoquant un accroissement patrimonial gigantesque pour les ménages américains les plus riches..

Mais tout cela s'accompagne aussi de délocalisations massives d'activités ; plus généralement, les investissements productifs des entreprises américaines se font désormais de moins en moins aux Etats-Unis et de plus en plus en Chine et en Asie (cela se vérifie aussi pour les multinationales européennes). Comme le souligne à juste titre E. TODD, la société américaine se « spécialise » dans la consommation, abandonnant les processus productifs aux pays étrangers (ce qui constitue un risque majeur à long terme pour les Etats-Unis).

Tout cela n'est pas sans effets sur la structure sociale du pays, on y observe :

- une classe supérieure très restreinte, de plus en plus oligarchique et apatride, avec des patrimoines et des revenus énormes et croissants ;
- une classe moyenne supérieure dont les revenus progressent encore et qui participe assez bien à l'enrichissement patrimonial ;
- une classe moyenne inférieure qui craint pour ses emplois, dont les revenus stagne, et qui bénéficie très peu de l'enrichissement patrimonial ;
- enfin un prolétariat dont le revenu baisse depuis 10 ans.

En quelque sorte, le dispositif maintenu par la Chine sur le yuan exerce deux effets opposés sur l'économie américaine :

- 1) il booste le patrimoine des ménages les plus riches et indirectement il renforce la dépense globale de consommation et de construction par les ménages.**
- 2) il nuit très fortement au commerce extérieur et à l'investissement industriel des entreprises à l'intérieur des Etats-Unis.**

Au total, le bilan pour la croissance aux Etats-Unis est resté assez neutre (l'Europe continentale, parce qu'elle dispose d'un patrimoine bien plus faible, ne bénéficie que d'un effet-ricesse limité alors qu'elle subit plein pot l'impact négatif sur le commerce extérieur et l'investissement ; la Chine y impacte négativement la croissance).

Mais le bilan pour le consensus social aux Etats-Unis est déplorable. Le yuan bon marché, comme on l'a évoqué, est un facteur redoutable de polarisation sociale. La classe moyenne ne pourra indéfiniment supporter le choix cynique de l'oligarchie qui a opté pour accepter le yuan faible, acceptant délibérément la désindustrialisation américaine pour maximiser la rente financière qu'elle retire de son patrimoine déployé à échelle mondiale.

Un débat, très intense et très significatif, a déjà surgi aux Etats-Unis sur l'attitude à l'égard de la Chine, de l'Asie et de leurs politiques de change. Ce débat, en le simplifiant, oppose l'oligarchie à la classe moyenne.

L'oligarchie minimise l'impact du yuan faible sur l'économie et la société et préférerait concentrer les pressions sur la Chine pour obtenir la capacité d'investir massivement, directement et librement sur les marchés de capitaux chinois, ce qui lui est encore refusé. A l'opposé, la classe moyenne fait valoir la détérioration de sa position en conséquence du yuan faible. C'est ainsi qu'il faut analyser les initiatives autonomes du Congrès, avant et après l'élection mid-term de novembre 2006, les élus démocrates recevant un appui significatif des élus républicains en dépit de la Maison-Blanche et de l'appareil républicain. Aux Etats-Unis, est parti un fort mouvement en faveur non pas du « protectionnisme » mais de la protection contre ceux qui ne respectent pas les règles de la concurrence, et qui truquent les échanges par une manipulation récurrente de leur taux de change. L'affrontement traditionnel entre le parti Républicain et le parti Démocrate va de plus en plus coïncider avec un clivage nouveau et significatif, celui de l'option que les Etats-Unis doivent adopter à l'égard de la Chine.

3.3. La dynamique prévisible des interactions entre les Etats-Unis et la Chine

La mondialisation est aujourd'hui dominée par les relations étroites entre les deux premières puissances du monde : les USA et la Chine.

Pendant longtemps, la croissance mondiale profita aux USA par suite du rôle particulier du dollar. De nos jours, il y a une sorte d'association² entre les USA et le

² Cette « association » s'exprime depuis peu sur le plan institutionnel, par des rencontres régulières deux fois par an, à très haut niveau, entre les responsables chinois et américains, pour parler de politique économique.

Chine : l'un tolère la sous-évaluation flagrante et énorme du Yuan car l'autre accentue la progression du patrimoine des ménages les plus riches.

Sur le plan des activités économiques, il y a aussi une sorte de répartition des rôles : la maîtrise des technologies est censée revenir aux Etats-Unis, la Chine se spécialisant, en quelque sorte, dans la production industrielle (elle est désormais la première puissance industrielle mondiale³). Il y a une solidarité de fait entre deux oligarchies : l'oligarchie chinoise des affaires et du parti communiste, l'oligarchie américaine avec l'administration Bush ; ces oligarchies procèdent à un partage des profits à l'échelle mondiale.

Les profits chinois sont pour une large part réinvestis : principalement en Chine où ils donnent lieu à des rendements très élevés, à l'étranger aussi où ils donnent lieu essentiellement encore à des placements aux rendements modestes sans être dérisoires (obligations occidentales). Au total, il y a ainsi une masse de capitaux (chinois) qui se valorisent à un taux très élevé pendant qu'une autre partie, plus modeste, contribue à construire une puissance financière importante pour la Chine et pour l'Etat chinois qui sera un atout important pour renforcer la place politique de la Chine sur la planète.

L'attrait des coûts salariaux très faibles ainsi que la taille de la Chine constituent des appâts pour les entreprises occidentales contraintes de céder leur technologie pour avoir de gros marchés, comme on l'a vu pour Westinghouse (centrales nucléaires) et pour Airbus- Industries (construction en Chine des avions « achetés »). Après avoir cédé leur technologie, les firmes multinationales américaines ou européennes pourront difficilement résister à la concurrence des nouvelles firmes géantes chinoises, qui prendront alors leur contrôle...

Ce scénario, catastrophique pour les pays occidentaux, peut-il vraiment se réaliser ? Avant d'essayer de répondre à cela, il est nécessaire d'envisager la dynamique des profits et de l'accumulation dans le monde occidental.

Les firmes multinationales américaines, qui ont des rendements forts, de l'ordre de 15%, grâce notamment à la profitabilité permise par la Chine et le yuan, ont toutefois des rendements moins forts que les entreprises chinoises. Les rendements de ces entreprises américaines contribuent à gonfler les patrimoines des ménages aisés américains mais l'accumulation de capital aux Etats-Unis se fait néanmoins à un rythme très inférieur à celui de la Chine ; même si la masse des capitaux chinois est pour l'instant bien plus faible que celle des capitaux américains, la poursuite du processus d'accumulation, à moyen et long terme, conduit à ce que, plus vite qu'on ne le pense, la masse des capitaux chinois dépasse la masse des capitaux américains.

Dans cette perspective, la poursuite du partenariat américano-chinois sur les bases actuelles peut apparaître comme suicidaire, non seulement pour les classes moyennes américaines mais aussi pour les Etats-Unis eux-mêmes ! Leurs dirigeants sont-ils pour autant incompetents ou inconscients ? certainement pas ! Ils sont aveuglés par la

³ Cela permet de comprendre pourquoi elle est le premier importateur mondial d'acier et le deuxième importateur mondial de pétrole.

dynamique du pouvoir actionnarial par laquelle s'impose aux entreprises américaines la logique du rendement *à court terme* du capital qui est investi dans leurs actions sur toute autre logique, fût-elle le maintien *à long terme* des Etats-Unis comme première puissance mondiale reposant sur une base technologique et industrielle forte...

Seule une irruption soudaine des classes moyennes américaines sur la scène politique et électorale américaine serait de nature à interrompre l'option suicidaire (engagée depuis 1995 et renforcée par le feu vert donné en 2000 par M.Clinton à l'entrée de la Chine à l'OMC sans exiger préalablement d'elle qu'elle abandonne son dispositif de change déloyal).